

DANIEL NGASSIKI

L'ÉCONOMIE AUX CANONS DE L'INFINITIQUE INCLUSIVE

La découverte et l'invention d'un capitalisme
sans pauvreté ni inégalité fondamentales
au moyen de l'introduction de l'État en bourse

KARTHALA

Nous proposons à la communauté académique, à la classe politique et à la société civile, une nouvelle politique économique conduisant à un nouveau modèle de société capitaliste, social-démocrate et républicain, marqué par l'élimination pure et parfaite de la pauvreté et des inégalités extrêmes, mathématiquement établie.

La marque de fabrique de cette nouvelle politique est la consécration économique de la démocratie libérale au moyen de l'introduction de l'État en bourse, en tant que société appartenant au souverain, et donc à tous les citoyens, en régime démocratique ; les citoyens devant tous devenir, en théorie et en pratique, les actionnaires primaires de l'État, avec des titres de propriété effectifs : les actions souveraines de préférence, cotées en bourse.

Un capitalisme sans pauvreté préexiste virtuellement et l'introduction de l'État en bourse permettrait de l'inventer effectivement. Cette réforme conduirait mathématiquement à l'élimination fondamentale de la pauvreté, des inégalités extrêmes, de la fiscalité élevée et des crises de dette souveraine. Tout cela à la fois, tout cela par la même voie, tout cela par la même recette économique rigoureuse : *l'infinitique inclusive*. Celle-ci correspond à une justice sociale universelle de marché, sans fiscalité supplémentaire ni subvention à la charge de l'État, des entreprises ou des particuliers. Cela est possible, en passant par l'introduction de l'État en bourse et une politique économique adéquate.



Daniel Ngassiki est un économiste et banquier, diplômé des universités Paris-IX-Dauphine et Paris-X-Nanterre La Défense. Né au Congo-Brazzaville, il a été secrétaire général 2010-2016 de la Banque des États de l'Afrique centrale (Banque centrale) à Yaoundé, au Cameroun. Il a déjà publié Diversitéisme (éloge de la diversité, L'Harmattan, 2005). Il est le créateur du blog Capitalisme inclusif pour tous au XXI^e siècle sur le site lemonde.fr et le fondateur du cabinet conseil ICGroup spécialisé dans la richesse pour tous.

Visitez notre site : **www.karthala.com**

Paieinent sécurisé

© Éditions KARTHALA, 2016
ISBN : 978-2-8111-1689-7

Daniel Ngassiki

L'économie aux canons de l'infinitique inclusive

**La découverte et l'invention d'un capitalisme
sans pauvreté ni inégalités fondamentales**

**Éditions KARTHALA
22-24, bd Arago
75013 Paris**

*À tous ceux qui souffrent et espèrent
Une victoire sur la pauvreté et les extrêmes inégalités
À tous ceux qui rêvent d'un monde de prospérité partagée
À tous ceux qui veulent savoir sur quelles recettes s'engager
Pour vaincre sûrement et profondément la pauvreté et l'inégalité
À tous ceux qui entretiennent l'œuvre des philosophes des Lumières
À tous ceux qui pensent que le salut du peuple
est dans la démocratie
Régime qui fait des citoyens ordinaires ex nihilo
des souverains primaires
Quand dans toute l'histoire ils sont traités
pour de simples prolétaires
À tous ceux qui pensent que l'État est la propriété
de tous les citoyens
Le premier d'entre eux étant François Hollande,
2012 discours de Dijon
À tous ceux qui voient bien que de cette propriété
les citoyens sont floués
Traités de pauvres malgré leur statut de souverains
propriétaires de l'État
Mais voilà, l'espoir est permis, riches et pauvres,
ne désespérez pas !
Ni le capitalisme, ni la démocratie, ni la finance
n'ont dit leur dernier mot
Leurs lumières réunies finiront par vaincre les ténèbres
de la pauvreté
La voie, c'est l'économie et la finance au service de la démocratie
Sous la forme de l'introduction des États en Bourse
Leurs actions ex nihilo souverainement allouées à tous les citoyens
Comme hier le bulletin de vote, demain des titres de propriété
Puisse l'humanité nous entendre et atteindre cette éclatante vérité
Puissent l'économie, la finance et la politique le monde illuminer
D'une solution mathématique au problème politique de l'humanité
Pour une société de prospérité partagée sans pauvreté ni inégalité !*

Épitaphes en étendard

« Change will not come if we wait for some other person or some other time. We are the ones we've been waiting for. We are the change that we seek¹ ».

(Le changement ne viendra pas si nous attendons qu'il vienne d'une autre personne ou d'un autre temps. Nous sommes de ceux que nous attendions pour cela. Nous sommes les acteurs du changement que nous cherchons).

Barack Obama

« It always seems impossible until it is done² ».

(Cela paraît toujours impossible jusqu'à ce que ce soit réalisé).

Nelson Mandela

« L'État, c'est la propriété de tous les citoyens, et je leur rendrai cette justice et ce droit³ ».

François Hollande

« Pouvez-vous vous en sortir sans rien connaître de la finance ? C'est possible. Mais si vous êtes complètement ignorant, alors vous êtes à la merci des autres⁴ ».

Zvi Bodie, professeur de finance
et Robert Merton, prix Nobel d'économie 1997.

-
1. Barack Obama, Super Tuesday, Chicago, February 5, 2008. Cf. obamaspeeches.com. Traduction libre de l'auteur.
 2. Usatoday, dec 6, 2013 : 15 of Nelson Mandela's best quotes, www.usatoday.com ; et cité aussi par The White House, President Obama at Memorial Service for Nelson Mandela, Office of the Press Secretary, Johannesburg, South Africa, December 10, 2013.
 3. François Hollande, Discours à Dijon le 3 mars 2012. Cf. http://www.ps29.org/IMG/pdf/FH_Dijon_COMPLET_1_.pdf
 4. Zvi Bodie (professeur de finance) et Robert Merton (prix Nobel d'économie 1997), Finance, 3 éd., Pearson Education France, Nouveaux Horizons, 2011, p. 4.

Introduction

Il y a en économie une quête qui ressemble à celle du graal, une substance mythique chevaleresque ; une quête sans fin selon toutes apparences. Allusion faite ici à la quête d'un consensus sur la notion de « pauvreté » et surtout d'une recette pouvant permettre de vaincre la pauvreté, ainsi que l'inégalité économique, de manière plus ou moins instrumentale. C'est-à-dire, une recette du type « manipulez tels paramètres, et vous pouvez mathématiquement obtenir (sur papier) tels résultats », s'agissant ici de l'élimination de la pauvreté et de la réduction des inégalités. À notre connaissance, personne n'est sorti de l'université avec en poche une recette permettant de vaincre plus ou moins mécaniquement la pauvreté, ou de percevoir clairement comment s'y prendre à la manière d'un ingénieur, le consensus attendu en plus. Bien entendu, l'économie ne fonctionne pas tout à fait comme une « science dure », mais le rêve est permis en mode simulation technique rigoureuse.

Nous avons notre propre et humble expérience. C'est la quête d'une solution pragmatique à l'élimination de la pauvreté qui nous a guidé vers les sciences économiques au moment d'entamer les études universitaires, il y a trois décennies. Par la suite, nous avons voyagé d'un continent à l'autre, nous avons reçu des enseignements dans des universités prestigieuses telles que Paris-Dauphine et Paris-X-La Défense ; nous avons travaillé au sommet d'institutions de type banque centrale ; nous avons pris part à des conférences intercontinentales de haut niveau, animées par des lauréats de prix Nobel d'économie ; nous avons durant des décennies passé des journées entières dans les bibliothèques et dans les plus grandes librairies physiques ou en ligne, à chercher des recettes pouvant permettre de vaincre la pauvreté. Cette quête nous a permis de collecter des perles admirables dans les publications de Sen, Ravallion, Bourguignon, Hayek, Keynes, Friedman, Rawls, Stiglitz, sans être exhaustif. Si célèbres qu'on peut se passer de

préciser leurs prénoms. Devant ces monuments, nous ne serons jamais que des nains et d'éternels apprenants. Toutefois, nous avons collecté ces perles de valeur intellectuelle inestimable, sans avoir la chance de tomber sur une pleine délectation neuronale susceptible d'être provoquée par la connaissance exacte d'une recette fructueuse pour l'élimination de la pauvreté, autre que celles laissant place à de nombreuses conjectures soumises à caution : une solution noyée dans une multiplicité de conditions est une solution ni claire, ni pragmatique, ni tentante en sciences sociales, ni facile à défendre auprès de gouvernants parfois désabusés par des réformes infructueuses, sachant que les spécialistes ne sont souvent que des conseillers vis-à-vis de décideurs demandant à être convaincus avant de s'engager.

Ce parcours s'est fait, sans avoir la chance de tomber sur une pleine délectation neuronale, à titre personnel. Jusqu'en 2015. Autrement dit, sans rencontrer avant 2015 quelque chose que nous pourrions personnellement présenter avec une assurance raisonnable et passionnelle devant des non-spécialistes comme étant l'équivalent d'une méthode de vaccination de l'humanité contre la pauvreté et les inégalités, et pas seulement extrêmes mais fondamentales. Nous disons bien que nous ne parlons que de notre humble expérience et de notre propre conviction, sans prétention, après des décennies d'études et de pratiques économiques dans les universités d'Europe, dans des plates-formes internationales et sur les terrains d'Afrique où nous avons choisi d'exercer l'économie et la finance au sommet d'institutions spécialisées, conscient de ne pas tout connaître des éventuels progrès académiques encore en laboratoire.

Tout ce parcours, puis désormais, en Afrique, la vie de tous les jours noyée dans un environnement où la pauvreté apparente est le spectacle inévitable suscitant forcément, irrésistiblement, dans les tripes, l'intime fureur de chercher à la vaincre, pour trouver ne fût-ce que la joie de vivre en paix intellectuelle parmi les hommes et les femmes méritant tous d'atteindre une vie digne et meilleure.

Les études récentes publiées par les milieux académiques et professionnels sur le thème de la pauvreté ne nous permettent pas de changer d'avis, à savoir que les définitions et les approches de la pauvreté ne sont encore à ce jour que des chantiers ouverts sans solutions consensuelles, malgré le prestige de certaines d'entre elles. Il y a donc de la place pour de nouvelles contributions, modestes, audacieuses ou innovantes, sans fausse honte, en attendant l'apothéose espérée d'une clarification et d'un éventuel consensus futurs, de la part de nos académiciens, chercheurs et praticiens.

Dans « La pauvreté selon le PNUD et la Banque mondiale » (2001), E. Benicourt¹ (École des hautes études en sciences sociales, Paris) constate « des divergences manifestes dans leurs définitions et mesures de la pauvreté », même si les grilles d'analyse des deux institutions sont sensiblement proches.

Plus récemment, dans *Définitions et approches de la pauvreté* (2014), G. Guerrero Gubin², de l'Université Paris-Dauphine, écrivant pour BSI-Economics, une association d'économistes et de doctorants en économie, fait le même constat sur la Banque mondiale et le PNUD (Programme des Nations unies pour le Développement), en tant que les deux institutions phares dans la lutte contre la pauvreté :

« Les deux organisations s'accordent sur les causes de la pauvreté mais ont cependant des divergences quant à la définition de celle-ci et de sa quantification... De nombreux économistes se sont penchés sur ce sujet et un consensus commun n'a jamais pu aboutir. Souvent très proches de certaines réalités économiques, les théories de Sen (Prix Nobel d'économie 1998), de Ravallion (chef économiste et vice-président du Groupe Banque mondiale), ou encore de Rawls (philosophe américain) ont tracé un parcours qui permettra de mieux définir le sujet sans doute dans un avenir très proche [*sic*]. »

Il n'empêche que, dans « Comment définir la pauvreté : Ravallion, Sen ou Rawls ? », R. Bisiaux³, consultante OCDE, pose la question :

« Quelle est la part d'universel dans la définition [de la pauvreté] ? Comment la mesurer ? De nombreux penseurs – économistes, sociologues, philosophes... – se sont essayés à l'exercice, sans pour autant qu'un consensus soit trouvé ». Elle souligne que « les approches de John Rawls, Amartya Sen et Martin Ravallion sont trois conceptualisations de la pauvreté différentes, qui illustrent la mésentente sur la définition de la pauvreté ».

-
1. Benicourt E., 2001, « La pauvreté selon le PNUD et la Banque mondiale », *Études rurales* [En ligne], <http://etudesrurales.revues.org/68> (consulté 05 mars 2015).
 2. G. Guerrero Gubin, 2014, *Définitions et approches de la pauvreté* [En ligne], www.bsi-economics.org/416-definitions-approches-pauvrete (consulté le 10.03.2015).
 3. R. Bisiaux, 2011, « Comment définir la pauvreté : Ravallion, Sen ou Rawls ? », *L'économie politique* n° 049 [En ligne], www.leconomiepolitique.fr (consulté le 10 mars 2015).

Enfin, le même constat est fait par Martin Ravallion dans son tout dernier livre publié aux États-Unis : *The Economics of Poverty, History, Measurement and Policy* (Oxford University Press, 2016). Selon l'éminent auteur, le consensus est actuellement loin d'être atteint, quand il conclut :

« La pauvreté peut maintenant être considérée comme un problème mondial, mais nous ne l'étudions pas encore de cette façon. Deux mondes coexistent, avec des approches très différentes pour la mesure de la pauvreté et conservant des bases de données différentes. Nous avons besoin d'un concept véritablement mondial de la pauvreté, reconnaissant ses dimensions, tant absolue que relative, tout en les unifiant dans un cadre cohérent. Nous ne disposons pas encore d'une base de micro-données pertinentes à l'échelle mondiale pour la recherche sur la pauvreté et l'inégalité. Il y a eu quelques initiatives importantes mais elles ont été segmentées. Une ou deux bases de données ont émergé qui conviennent pour le travail sur les pays riches, mais d'une utilité limitée ailleurs ; de même, il y a quelques bonnes initiatives pour les pays à revenus intermédiaires et faibles. Cela signifie que la politique de lutte contre la pauvreté va probablement exiger une approche plus coordonnée et plus holistique pour identifier et combler les lacunes de la connaissance⁴ » (p. 601 – traduction libre de l'auteur).

Devant un tel tableau marqué par l'indétermination, nous choisissons de concentrer nos intentions sur une approche revenus, patrimoines et croissance, en retenant le type d'argumentaire utilisé par la commission « croissance durable et développement solidaire » de la Banque mondiale⁵. Il s'agit d'une commission présidée par le prix Nobel d'économie Michael Spence, et qui compte vingt et une sommités, dont un

-
4. « Poverty can now be seen as a global problem, but we still do not study it that way. Two worlds co-exist with very different approaches to measurement and even different databases. We need a truly global concept of poverty that recognizes that there are both absolute and relative dimensions and also unifies them in a consistent framework. We still do not have a globally relevant micro-data archive for research on poverty and inequality. There have been some important initiatives but they have been segmented. One or two databases have emerged that are good for work on rich countries but of limited use elsewhere, and similarly there are some good initiatives for low and middle-income countries informing antipoverty policy going forward will probably require a more coordinated and holistic approach to identifying and responding to pressing knowledge gaps » (p. 601).
 5. Banque mondiale, Commission sur la Croissance et le Développement, *Rapport sur la Croissance, Stratégies à l'appui d'une Croissance Durable et d'un Développement Solidaire*, Paris, Éditions Eska, 2010.

autre prix Nobel d'économie, Robert Solow, d'anciens chefs d'État ou Premiers ministres, des ministres des finances, des représentants de l'ONU et d'institutions internationales, des gouverneurs de banques centrales et des patrons de banques privées :

« La commission croit que la croissance [du PIB, des revenus et des patrimoines] n'est pas une fin en soi, mais plutôt un moyen permettant d'atteindre plusieurs fins d'une importance capitale pour les hommes et les femmes et pour les sociétés. La croissance est surtout le moyen le plus sûr d'arracher une société à la pauvreté. Sans elle, le manque absolu de ressources matérielles aura tendance à imposer sa loi sur tout, limitant l'horizon des gens, les épuisant dans une lutte quotidienne pour survivre et les privant de la possibilité de se réaliser. En revanche, la prospérité libère les gens qui peuvent ainsi faire des choix et permet une répartition plus équitable des chances ».

Le plus important ici est de retenir que la santé, l'alimentation, l'emploi productif, la possibilité d'être créatif, etc., toutes ces choses qui sont vraiment importantes pour les citoyens, à travers le monde entier, sont grandement tributaires de la disponibilité des ressources et des revenus. Mettre la disponibilité des revenus et des patrimoines, un peu plus à la portée de tous, nous paraît le chemin obligé et le plus clair pour une vie meilleure, dans un environnement capitaliste.

Comment faire autrement, quand on voit qu'il n'y a même pas encore de consensus sur la définition du concept et sur la mesure de la pauvreté ? Sans porter l'attention la plus élevée sur les revenus et les patrimoines, comment ne pas se sentir loin de la solution pour éliminer la pauvreté, par-delà les analyses polysémiques et multidimensionnelles détaillées ? Comment éviter de choisir la solution la plus pragmatique pour avancer ? Malgré la difficulté à faire le choix, il n'en demeure pas moins que, pour les économistes praticiens, les chiffres publiés de la pauvreté se réfèrent à la pauvreté monétaire (absolue ou relative) attachée à la notion de seuil de revenus (et/ou de patrimoines). Nous nous en tenons à apprécier la pauvreté par rapport à la distribution des revenus. De plus, l'équivalence actuarielle entre les revenus et les patrimoines nous permet de nous focaliser sur les patrimoines (de l'État, des entreprises et des citoyens).

Comme nous l'expliquerons dans les chapitres de ce livre, sur le plan méthodologique, en traitant l'État comme propriété de tous les citoyens, la recette que nous nommons l'infini inclusive – l'inclusion économique au moyen de l'infini quantitatif – permet de traiter le patrimoine des citoyens à partir de celui de l'État, par simplification

très fructueuse et très éclairante pour la connaissance de la pauvreté et des solutions praticables, afin de pouvoir l'éliminer de manière instrumentale. À l'étape actuelle de notre longue quête d'une solution instrumentale contre la pauvreté, depuis 2015 notre modeste perspective conduit à une formulation mathématique instrumentale d'une victoire promise sur la pauvreté, faisant jouer le solde budgétaire de l'État, le taux d'intérêt applicable au financement de l'État et le taux de croissance économique, tout simplement. Avec cela, nous espérons provoquer une délectation neuronale chez d'autres personnes comme pour nous-même, sur le chemin de la quête d'une solution instrumentale générale contre la pauvreté et l'inégalité fondamentales.

Comme une fourmi, nous l'annonçons à nos semblables : une fourmi n'attend pas de tomber sur un éléphant mort à titre de nourriture, pour ameuter ses semblables ; la découverte d'un morceau de sucre suffit à la mettre en danse devant ses pairs, pour les conduire vers ce qu'elle croit être une solution précieuse. « Suivez-moi, venez voir, j'ai vu quelque chose de bien pour notre sort, ne laissons pas échapper ce trésor », lance la fourmi à ses semblables.

Dans la même attitude, nous sommes marqué à jamais par la délectation intellectuelle connue dans les études secondaires scientifiques vieilles de trois décennies, provoquée par les réponses aux questions du type : calculer la masse (poids) de la Terre, sans attendre de passer par une balance, et en réussissant à convaincre presque tous les professionnels du métier. Autrement dit, en utilisant les lois de la physique⁶. Sur ce format de questions et réponses, nous recherchons des réponses scientifiques aux questions du type : comment calculer la valeur financière d'une entreprise, dans le cas particulier de l'État, sans attendre de passer par la comptabilité, et même au mépris de la comptabilité ? Comment atteindre l'élimination de la pauvreté et des inégalités de patrimoine, sans attendre de passer par les observations empiriques des revenus et des patrimoines, et même au mépris de l'induction méthodologique ? Comment rendre tous les citoyens riches, si cela est possible, à l'avance, du moins sur papier, mathématiquement, sans utopie, et sans attendre les leçons des enquêtes empiriques ?

Les perles et les trésors qui nous font danser comme une fourmi devant les semblables pour les sensibiliser, ce sont les réponses à ce type de questions.

6. Voir par exemple J. F. Noblet, « La mesure de la masse de la Terre » [En ligne], <http://www.jf-noblet.fr/mterre/mterre.pdf>

Merci à tous ces professeurs rencontrés dans notre cycle de vie universitaire, qui nous ont appris depuis des décennies à mesurer la puissance (forces et faiblesses) des sciences économiques, des mathématiques et de la finance, nous permettant de penser que des réponses claires à ce type de questions sont difficiles mais possibles, même si en économie ce n'est pas toujours à l'idéal comme en physique dans nos études secondaires inoubliables. À ces questions et réponses, nous avons l'ambition de pouvoir y contribuer, quoique modestement. Quand il est affirmé, à la suite d'une interprétation réduite d'une étude de la Banque mondiale⁷, que le taux de croissance économique minimal requis pour réduire la pauvreté est de 7 % sur une période de l'ordre d'un quart de siècle, est-ce une condition nécessaire et/ou suffisante ? Lorsque Thomas Piketty, dans *Le Capital au XXI^e siècle*⁸, affirme que pour réduire les inégalités sociales, il faudrait passer par un impôt mondial sur le capital, est-ce une opinion, une libre option, ou une condition nécessaire et/ou suffisante ?

L'infiniétique inclusive est notre contribution aux réponses à ce type de questions. C'est une nouvelle théorie et/ou doctrine économique qui encadre les réponses à ce type de questions. Plus généralement, elle a l'ambition d'apporter une réponse rigoureuse au problème politique de l'humanité, qui consiste à éliminer la pauvreté et les inégalités parmi les citoyens, dans des conditions d'efficacité économique et de garantie de la liberté politique individuelle. Autrement dit, des réponses compatibles avec un environnement capitaliste et démocratique assumé, afin d'écarter les solutions utopiques ou dramatiques demandant de faire table rase du passé.

Comme solution à ce problème politique de l'humanité, l'infiniétique inclusive nous a permis depuis 2015 de renouer avec la pleine délectation neuronale devant les réponses rigoureuses comme dans les cours de physique en études secondaires, après des décennies d'état de manque quoique en collectionnant des perles académiques de grande valeur. Un enthousiasme que nous souhaitons partager avec tous ceux qui étudient l'économie avec l'ambition ou l'espérance d'une victoire suprême et reproductible contre la pauvreté et les inégalités, en pensée et en action, convaincante au moins sur le papier.

7. Banque mondiale, Commission sur la Croissance et le Développement, *Rapport sur la Croissance, Stratégies à l'appui d'une Croissance Durable et d'un Développement Solidaire*, Paris, Éditions Eska, 2010.

8. *Le Capital au XXI^e siècle*, Seuil, 2013.

Tous ceux qui sont à la recherche comme nous-même de réponses politiques rigoureuses à la problématique de l'élimination de la pauvreté et des inégalités parmi les citoyens, dans le monde entier, y compris dans les pays les plus développés, pourront sans doute trouver dans l'infinitique inclusive traitée dans ce livre une « piste intéressante » dans leur quête du « graal » en la matière. C'est du moins ce que nous ressentons, ce que nous espérons et ce à quoi nous les invitons à vérifier, à expérimenter et à perfectionner. Dans cette démarche, nous sollicitons auprès de tous nos lecteurs et de tous les spécialistes critiques de nous accorder le même droit que celui dont jouissent les fourmis. Une fourmi, symbole de modestie et de performance de groupe, lorsqu'elle découvre ce qu'elle croit être un trésor alimentaire, se fait le devoir de venir l'annoncer et de demander de l'aide à toute la communauté de ses semblables pour que le plus grand profit soit tiré de cet éventuel trésor. Pour notre part, nous croyons avoir découvert un océan de marges de progression systémique de la démocratie libérale et du capitalisme, et nous faisons notre devoir de l'annoncer à tous les êtres humains, dans l'espérance d'une prospérité partagée, possible dans chaque pays et dans toute l'humanité.

Tel est l'objet de ce livre, qui comporte deux parties et une conclusion générale. La première partie est intitulée « La nouvelle alliance entre la démocratie, l'État et la finance : l'introduction de l'État en Bourse ». Dans les textes qui composent cette partie, nous cherchons à démontrer l'existence virtuelle d'un capitalisme sans pauvreté ni inégalités fondamentales, fondé sur la consécration économique de la démocratie libérale. Dans ce contexte, l'introduction de l'État en Bourse comme propriété de tous les citoyens est une fructueuse hypothèse de travail permettant d'atteindre mathématiquement ce qu'il fallait démontrer, à savoir l'élimination potentielle, fondamentale, universelle, pure et parfaite de la pauvreté et de l'inégalité parmi les citoyens, dans le contexte du capitalisme et de la démocratie libérale.

Dans la deuxième partie, intitulée « L'invention d'un capitalisme inclusif pour tous », il ne s'agit plus de découvrir mais d'inventer et de bâtir un « capitalisme véritablement inclusif pour tous », en exploitant concrètement les matériaux hypothétiques de la première partie, tels que les actions souveraines de préférence. Celles-ci sont des titres financiers innovants au service de la lutte contre la pauvreté et l'inégalité, et du financement de l'État, aussi bien au plan théorique que pratique. Dans cette deuxième partie, la problématique traitée est celle de la mise en œuvre professionnelle de ces titres financiers en relation

avec leur fondement et leurs caractéristiques théoriques. Puis de fournir des indications sur leur insertion effective dans les portefeuilles privés de tous les citoyens, tout comme sur leur positionnement sur les marchés financiers à côté des autres actifs financiers. Les actions souveraines de préférence sont prophétiquement présumées pouvoir devenir les as (ou vedettes) futurs de la Bourse.

Bien entendu, les deux parties sont liées, mais elles ont été traitées à l'origine pour des publications indépendantes avant d'être regroupées dans le présent ouvrage, certaines expressions demeurant communes dans l'exposé implicite des motifs soutenant les développements de chacune des deux parties du livre. Ces expressions communes, expressément répétées, sont les ingrédients du noyau dur de notre recette.

Tout cela est suivi d'une conclusion générale, formant à elle seule « une petite troisième partie », qui met en exergue comme synthèse du livre l'enseignement de la nouvelle loi économique de l'infini inclusive, à savoir que le statut de souverain primaire du régime démocratique, et partant de propriétaire de l'État, est la clé du salut des citoyens ordinaires au XXI^e siècle, dans une économie capitaliste en régime démocratique pouvant mécaniquement atteindre l'élimination de la pauvreté de manière rigoureuse. En tout état de cause, il apparaît raisonnable de ne pas se contenter de juger le capitalisme sur la seule base de sa version infantile et brute, dépeinte dans les écrits du passé. Il faut aussi percevoir, apprécier et tenir compte de ses potentialités, constitutives de ses marges de progression ou de métamorphose en tant que système économique et social qui a un passé, un présent et un futur. Le capitalisme n'est pas que détestable pour ses maladrances de jeunesse et sa « sauvagerie » historique ; il apparaît également admirable, potentiellement perfectible et mathématiquement imbattable comme système économique, dans sa merveilleuse alliance avec la démocratie libérale, l'État et la créativité de la finance ; ce que l'infini inclusive tente de montrer.

L'infini inclusive, si le message passe bien, va conduire les citoyens à admirer tout à la fois la démocratie libérale, l'État, le capitalisme, le marché, la finance, et donc aussi la Bourse, comme étant de précieuses inventions dont l'humanité peut se servir pour réduire et même éliminer la pauvreté et l'inégalité économiques. Ce sont de merveilleuses inventions, à la seule condition de savoir bien s'en servir. Notamment savoir bien se servir de la démocratie libérale et de la finance ; et quand on s'en sert mal, c'est un gâchis, par la faute des hommes qui analysent, conseillent, gouvernent ou légifèrent, et non par la faute des choses, instruments et systèmes malléables dans leurs

usages potentiels et multiples, quasiment à volonté, quand on sait ce qu'on peut faire et ce qu'on veut faire. En régime démocratique et aux canons de l'infinistique inclusive, stade suprême du capitalisme inclusif pour tous, les citoyens ne sont plus pauvres. La pauvreté n'est plus celle des citoyens, mais seulement, si l'on ose dire, celle provisoire des économistes, des juristes, des gouvernements et des parlements, en relation avec leur inconséquence vis-à-vis des implications économiques de la démocratie, mises en lumière par l'infinistique inclusive.

Le monde change. L'économie aussi. De même, la politique en conséquence. Le changement maintenant, c'est l'infinistique inclusive, érigeant de nouveaux canons pour de nouveaux horizons civilisationnels devant lesquels de nombreux clichés, idées et illusions, même célèbres, pourraient devenir obsolètes. Elle se veut une balise théorique et pragmatique pour une économie capitaliste et social-démocrate profondément inclusive, mathématiquement intelligible, sans pauvreté ni inégalités fondamentales.

Ce livre montre comment, en économie capitaliste sous régime démocratique, les citoyens pourraient et vont tous devenir riches, du moins pas du tout pauvres, aux canons de l'infinistique inclusive, dès lors qu'ils seront de droit démocratique traités comme actionnaires primaires de la société nommée l'État, avec les mêmes privilèges que les actionnaires du secteur privé, spécialement avec la détention déterminante des titres de propriété cotés en Bourse. Des titres de propriété faisant de la plupart de leurs possédants des riches, et de la plupart de ceux qui en sont exclus des pauvres, distinction statutaire qui cessera d'être valable dès lors que ces privilèges deviendront universels, entre les mains de tous les citoyens, aux canons de l'infinistique inclusive.

PREMIÈRE PARTIE

**LA NOUVELLE ALLIANCE
ENTRE LA DÉMOCRATIE, L'ÉTAT ET LA FINANCE :
L'INTRODUCTION DE L'ÉTAT EN BOURSE**

1

L'avènement espéré d'un capitalisme inclusif de prospérité partagée

« Le monde que nous souhaitons tous : un monde sans pauvreté où tous jouissent d'une prospérité partagée¹ ».

Jim Yong Kim,
président du groupe de la Banque mondiale.

« Je suis de ceux qui pensent et affirment qu'on peut détruire la misère. Remarquez-le bien, messieurs, je ne dis pas diminuer, amoindrir, limiter, circonscrire, je dis détruire. Les législateurs et les gouvernants doivent y songer sans cesse ; car, en pareille matière, tant que le possible n'est pas fait, le devoir n'est pas rempli² ».

Victor Hugo, le 9 juillet 1849 devant l'Assemblée
nationale législative française.

La démocratie fait de tous les citoyens des souverains primaires, en consacrant la souveraineté populaire dans la loi fondamentale des régimes démocratiques. En même temps, partout, les enquêtes de

-
1. Jim Yong Kim, président du groupe de la Banque mondiale, 2013, in *Rapport sur le développement dans le monde*, édition 2014.
 2. Victor Hugo, *Détruire la misère*, www.assemble-nationale/.../VictorHugo.

revenus et de patrimoines affichent des « pauvres³ » dans les pays démocratiques, y compris les plus développés d'entre eux. Les statistiques sont solides et bien documentées. Mais la question demeure : peut-on être à la fois souverain et indigent ? *A priori* non. Mais si on les prend pour argent comptant, les chiffres montrent qu'il y a bien des souverains rangés dans la catégorie des « pauvres ». Cherchez l'erreur ! Cherchez comment corriger l'erreur ! S'il y a erreur ! S'il y a erreur, au sujet de l'existence fondamentale de la pauvreté en régime démocratique. C'est la démocratie (souveraineté populaire) qui est fautive ou superficielle, ou est-ce la pauvreté qui est mal appréciée et/ou mal observée ? La démocratie étant instituée en droit, il n'y a que trois possibilités : soit que la démocratie reste à approfondir en droit, soit que la pauvreté est mal observée (données biaisées, artificielles, fausses ou incomplètes), soit que ces deux possibilités sont combinées.

Un rappel. Est traitée comme pauvre une personne souffrant d'importantes privations, et particulièrement, vivant avec un revenu inférieur au seuil de pauvreté. Toutefois, les privations à considérer ne font pas consensus parmi les économistes⁴ ; de même le seuil de pauvreté envisagé est un paramètre qui relève d'une convention assez arbitraire. Dans *Comprendre la mesure de la pauvreté* (2014), l'Insee rappelle la définition qu'a énoncée le Conseil européen en 1984, selon laquelle sont considérées comme pauvres « les personnes dont les ressources (matérielles, culturelles ou sociales) sont si faibles qu'elles sont exclues des modes de vie minimaux acceptables de l'État membre où elles vivent ». Ainsi, Eurostat et les instituts de statistique des pays d'Europe, y compris l'Insee en France, mesurent la pauvreté monétaire de manière relative, à l'aide d'un seuil de ressources fixé en fonction du niveau et de la répartition des revenus dans la population : « Une personne est considérée comme pauvre lorsqu'elle vit dans un ménage dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté... Être pauvre, c'est avoir un revenu très inférieur à celui dont dispose la plus grande

-
3. Voir les rapports annuels de la Banque mondiale sur le développement dans le monde, et pour les pays développés : OCDE (2014), « Pauvreté », dans *Panorama de la société 2014 : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris. DOI : http://dx.doi.org/10.1787/soc_glance-2014-18-fr.
 4. a) Raphaëlle Bisiaux (OCDE), « Comment définir la pauvreté : Ravallion, Sen, ou Rawls ? », *L'économie politique* n° 049 - janvier 2011.
 b) Emmanuelle Benicourt, 2001, « La pauvreté selon le PNUD et la Banque mondiale », *Études rurales*, n° 159-160, p. 35-54.

partie de la population... Une personne est pauvre si son niveau de vie est inférieur à 60 % du niveau de vie médian de la population » (Insee⁵).

En France, ce seuil est établi à 1 002 euros par mois pour 2014 pour une personne vivant seule, sur la base de 60 % du revenu médian de la population. Selon ce critère, il y aurait eu 4 millions de ménages pauvres en France en 2014, soit 14,2 % des ménages, correspondant à 9 millions de personnes⁶. Au niveau international, le nouveau seuil de pauvreté, largement moins exigeant, est fixé par la Banque mondiale à 1,90 dollar par jour et par personne à compter de 2015, contre 1,25 dollar précédemment. À ce nouveau seuil, le nombre de personnes pauvres dans le monde est estimé à 702 millions de personnes en 2015, soit 9,6 % de la population mondiale, contre 902 millions de personnes en 2012 (12,8 % de la population mondiale)⁷.

Cela dit, cette approche insistant sur les conditions de vie, prend-elle assez en compte les avancées (effectives, virtuelles ou potentielles) du régime démocratique sur le statut des citoyens ? Dans la caverne de Platon des illusions économiques (si l'on s'y trouve par hypothèse), en régime démocratique, chacun peut continuer de parler de la pauvreté en ignorant qu'elle n'est peut-être (plus) qu'une illusion parmi d'autres, ou un abus de langage hérité des anciens régimes, au cas où la souveraineté populaire et la pauvreté seraient fondamentalement incompatibles. Celui qui – armé de la lanterne de Diogène considérée ici capable de redresser les illusions pour les remplacer par la vérité toute crue – se mettrait dans la rue en murmurant « je cherche un pauvre » (un vrai pauvre), serait sans doute pris pour un fou. Les passants le jugeraient pour « fou », sans savoir que lui, il regarde les choses dans toute leur vérité sous la lumière de la lanterne mystique de Diogène. Comme le philosophe Diogène de Sinope (413-327 av. J.-C.), lui-même pris à son époque pour un maniaque, un cynique, par ses contemporains, avant d'être rangé parmi les grands philosophes pour l'éternité. Diogène parcourait la cité, avec sa lanterne allumée en plein

5. Insee, *Comprendre la mesure de la pauvreté*, septembre 2014.

6. Insee, *Des indicateurs précoces de pauvreté et d'inégalités*, Insee analyses n° 23, décembre 2015, <http://www.insee.fr/fr/ffc/iana/ia23/ia23.pdf> (consulté le 10 mars 2016).

7. Banque mondiale, communiqué de presse du 04.10.2015 : <http://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2015/10/04/world-bank-forecasts-global-poverty-to-fall-below-10-for-first-time-major-hurdles-remain-in-goal-to-end-poverty-by-2030>

jour, répétant « Je cherche un homme⁸ » (un vrai homme), à qui voulait l'entendre. L'homme que cherche Diogène, c'est un « homme en vérité » ; Diogène ne croyant pas que « l'homme » défini et décrit par son contemporain Platon (428-327 av. J.-C.) soit conforme à la vérité. Platon avait notamment défini l'homme comme « un bipède sans cornes et sans plumes ». Alors, Diogène pris un coq, le dépluma, lui coupa les ergots (les cornes) et le tenant, marchait en criant, « voici l'homme de Platon ». À cet homme-là, il manquait au moins la culture.

On peut se demander si l'on n'est pas dans la même confusion au sujet des « pauvres » : en régime démocratique, les citoyens, dans leur statut de souverain primaire, sont-ils (encore) « pauvres » en vérité, ou non ? Au-delà des chiffres définis, compilés et publiés, nous tenterons de montrer que non, virtuellement : parce que la souveraineté populaire est fondamentalement un antidote à la pauvreté, malheureusement un antidote encore mal exploité. *Souverain* et *indigent* sont en principe deux concepts fondamentalement antinomiques.

Devant un citoyen, par ailleurs souverain primaire, que tout le monde prendrait pour un « pauvre », l'économiste-philosophe le voyant à travers la lampe de Diogène, effaçant les illusions, ne verrait en lui qu'un riche souverain, sans le trouver différent d'un autre citoyen paraissant clairement riche. Ceci, en supposant que notre économiste regarde le pauvre et le riche en quelque sorte aux rayons X, situation dépouillant l'un et l'autre des préjugés et illusions en vogue dans la société. Mieux, en supposant que notre économiste regarde l'un et l'autre individu à travers un microscope grossissant, permettant de les voir tous les deux ornés des privilèges d'un véritable souverain ; privilèges invisibles à l'œil nu. Sous la lumière de la lampe de Diogène, un citoyen en régime démocratique est en droit avant tout un souverain primaire, un roi parmi ses pairs, à mille lieues du statut des pauvres sous les anciens régimes, qui n'avaient pas l'exercice potentiel de la souveraineté, ni droit de vote ni même droit à la parole en public, sans compter d'autres privilèges réels ou virtuels inscrits dans les normes actuelles et à venir de la démocratie tout à fait bien comprise.

Les citoyens ne sont plus pauvres en vérité. En vérité, en démocratie, les citoyens ne sont plus pauvres : ils sont tous devenus souverains primaires et virtuellement riches, mais demeurent floués. Ils seraient effectivement riches, s'ils n'étaient floués par ignorance

8. Diogène Laërce, *Vie, doctrines et sentences des philosophes illustrés*, traduction et notes de Robert Grenaille, GF-Flammarion, 1965, tome 2, « Diogène de Sinope ».

passagère ou par inconscience politique de leur part et de la part des gouvernants, parlementaires compris, qui laissent la souveraineté populaire dans l'incomplétude, sans aucune consécration économique.

Un économiste peut se lever, s'armer fictivement de la lanterne de Diogène et parcourir la cité en déclarant : « nous sommes en régime démocratique, et je cherche un pauvre » (un pauvre « en vérité »), s'en fichant d'être pris pour un « fou », parce que cela n'engage que le jugement (le bon sens) de ses contemporains, mais pas l'académie éternelle. Il nous semble que la science commence là où naît l'ambition de surpasser le bon sens et de réduire les fatalités en cendres ou en inexactitudes. Le propre de la science est de pouvoir engendrer des solutions pouvant apparaître comme des miracles à l'entendement commun, du type avoir de la lumière dans les ténèbres en appuyant seulement sur un interrupteur, ou en frappant des mains, ou en prononçant un mot. Il y a un « miracle » en perspective, s'agissant de la pauvreté et des inégalités.

Miracle sur la terre et coup de tonnerre dans le ciel de la démocratie, du capitalisme et des sciences économiques ! Boom ! Souverains citoyens, écoutez-nous ! Riches et pauvres, ne désespérez pas ! Le cœur à gauche, la tête froide, le verbe haut, derrière Barack Obama, Bill et Hilary Clinton, nous vous parlons comme un champion, à la manière de Donald Trump⁹, sans froid aux yeux ni peur de bousculer vos dogmes. Et nous vous disons : la démocratie n'a pas mis le pouvoir souverain entre les mains du peuple en politique, pour se contenter ensuite de sa misère sur le plan économique. Pas du tout. En vérité, la démocratie devrait se traduire, non seulement par « le pouvoir du peuple par le peuple pour le peuple », mais aussi par la propriété souveraine de tous les citoyens sur le groupe politique et financier nommé l'État. Pour la consécration économique du régime démocratique. Il resterait à rendre cette propriété effective, concrète et profitable à tous.

Nous avons découvert que traiter l'État comme une grosse entreprise appartenant effectivement à tous les citoyens permettrait d'éliminer mathématiquement, purement et parfaitement la pauvreté, les inégalités, la fiscalité élevée et les crises de dette souveraine, sans coût additionnel pour l'État ; bien au contraire, en apportant des ressources supplémentaires à l'État et à tous les citoyens. Un véritable miracle en sciences économiques est possible, si l'on ose dire. Disons même, une véritable potion magique peut être déposée entre les mains des écono-

9. Trump D., 2009, *Penser comme un champion*, François Bourin Éditeur.

mistes au XXI^e siècle, en tant que solution capable de provoquer quasi miraculeusement l'élimination de la pauvreté et des inégalités économiques et sociales, pour un monde de prospérité partagée.

Citoyens, riches et pauvres, ne désespérez pas ! Vis-à-vis de la pauvreté, des inégalités et des exclusions économiques et sociales, ni le capitalisme, ni la démocratie, ni l'État, ni les sciences économiques, ni la finance, n'ont dit leur dernier mot ! Car face à leurs lumières, une fois réunies et bien déployées, les ténèbres de la pauvreté et des inégalités extrêmes ne peuvent indéfiniment résister et prospérer.

Le capitalisme dispose encore de marges de progression systémique

Dans sa capacité de métamorphose inouïe, le capitalisme dispose encore de marges de progression systémique tellement immenses, certaines encore inexplorées, que toute personne se mettant à prévoir l'écroulement tout prochain du capitalisme a toutes les chances de se tromper temporairement, sauf dans l'idée générale suivant laquelle « rien n'est éternel, toute chose a une fin ». Même là, il faut garder une réserve : toute fin n'est pas forcément datée, brutale et définitive, une fin peut être progressive et durer des siècles, avec des retournements sinusoïdaux de grandes et petites ampleurs traduisant des crises, des respirations, des adaptations et des métamorphoses systémiques. Une mort comme celle de la chenille qui se mue n'est pas une vraie mort, mais un cycle de vie. Qui, voyant un œuf éclore, va déclarer que l'œuf s'est effondré ? Il ne faut pas confondre changement ou mutation avec l'effondrement, parce que le changement ou la mutation, c'est aussi la vie, pas seulement la mort. Si l'effondrement promis n'est qu'une conjecture dans un horizon indéterminé couvrant éventuellement plusieurs siècles, autant poursuivre les analyses et les débats, notamment entre experts et savants. Sur l'exact effondrement du capitalisme, les débats ne sont pas clos.

Par exemple, dans *Le capitalisme a-t-il encore un avenir*¹⁰ ?, Immanuel Wallerstein (historien, sociologue et économiste, chercheur

10. On lira avec plaisir les avis contrastés sur l'avenir du capitalisme de Immanuel Wallerstein, Randall Collins, Michael Mann, Georgi Derluguian, Craig Calhoun,

émérite à l'université Yale, USA) trouve de bonnes raisons de croire à un effondrement prochain du capitalisme. Selon lui, le capitalisme est un système, et tous les systèmes ont une durée de vie, ils ne sont pas éternels. Malgré son dynamisme historique, le capitalisme ne peut manquer de se heurter à des limites systémiques et finir par déboucher sur une impasse du point de vue des capitalistes eux-mêmes (saturation des marchés planétaires, coûts sociaux et environnementaux de la production capitaliste, etc.). Mais vous trouverez dans le même livre collectif des avis contraires. Tel celui de Craig Calhoun (sociologue, directeur de la London School of Economics) qui estime qu'un capitalisme réformé pourrait être sauvé. Selon lui, « le capitalisme n'est pas seulement une économie de marché, mais aussi une économie politique. Son cadre institutionnel est façonné par des choix politiques. Le fonctionnement des marchés complexes est peut-être marqué par des contradictions structurelles, mais c'est sur le terrain de la politique que celles-ci peuvent être surmontées, ou bien au contraire laissées libres de déployer leurs effets destructeurs ». De ce point de vue, « l'effondrement » est une « idée trompeuse¹¹ ».

Nous pensons que se trompent peut-être aussi tous ceux qui, riches ou pauvres, croient que le capitalisme n'a pas d'autre perspective que la pauvreté du plus grand nombre. Une nouvelle justice sociale au cœur d'un capitalisme inclusif est tout à fait possible, en alliance avec la démocratie, sous l'éclairage de la finance comme spécialité de haute créativité. Dans ce sens, nous venons de découvrir un océan de marges de progression systémique du capitalisme sous régime démocratique, capable d'engendrer un capitalisme inclusif de prospérité partagée, dans l'hypothèse d'une alliance entre la démocratie libérale et la finance. En prenant les principes démocratiques comme catalyseurs, la créativité de la finance peut être mise au service de la lutte contre la pauvreté et les inégalités extrêmes, pour engendrer l'éclosion d'une prospérité partagée dans nos sociétés. Et même d'une nouvelle civilisation inclusive, sur le plan économique. En tout état de cause, la finance est un outil au service de tous ceux qui savent et veulent bien l'employer pour atteindre leur fin, personnes physiques et morales, et sociétés humaines tout entières. Celui qui dispose d'un patrimoine peut faire appel à la finance pour en jouir de meilleure manière, autrement

Does Capitalism Have a Future?, Oxford University Press, 2013 ; traduction française *Le capitalisme a-t-il un avenir ?*, Paris, La Découverte, coll. « L'Horizon des possibles », 2014.

11. Craig Calhoun, *Le capitalisme a-t-il un avenir ?*, op. cit., p. 7 ; 220-269.

dit pour le faire fructifier et récolter des capitaux et des revenus. Sans oublier que, à parler de patrimoine, le peuple souverain n'en manque pas, puisqu'il a celui de l'État, en toute vérité. Sauf qu'à ce jour, personne n'a fait appel à la finance et aux sciences économiques, dans cette direction : un vide que nous voulons combler, du moins exploiter.

La souveraineté populaire avec effets financiers pour tous

Voici comment nous nommons et comment se présente ce nouvel océan des marges de progression systémique du capitalisme sous régime démocratique : la souveraineté populaire de nouvelle génération avec effets financiers pour tous. On peut en particulier aussi dire : avec titres financiers en capital pour tous. Cette découverte part de l'idée que la démocratie n'a pas mis le pouvoir souverain entre les mains du peuple en politique, pour se contenter ensuite de sa misère sur le plan économique.

Aussi incroyable que cela puisse paraître à l'entendement commun, approfondissez la démocratie en prenant la finance comme opérateur de changement social, et vous atteindrez la prospérité partagée, de façon presque mécanique, sans effort, sans coût insoutenable pour l'État ; et même sans coût du tout, pour l'État. Oui, mis à part le cas de pays en développement ne disposant pas d'une Bourse des valeurs bien opérationnelle (mais ils peuvent toujours passer par une Bourse étrangère), un changement social systémique et inclusif peut être créé sans coût social pour l'État. En vérité, la souveraineté populaire est une clé politique et immatérielle mise entre les mains du peuple et des gouvernants, par les philosophes des Lumières, pour leur permettre d'ouvrir paisiblement les palais des trésors cachés nécessaires au salut de l'ensemble des citoyens ; le salut entendu comme victoire sur toutes les formes d'exclusion : politique, économique, sociale et culturelle. En principe, dans le régime démocratique, même les patrons et les ministres ne sont plus que les serviteurs des citoyens ordinaires, devenus souverains primaires de la nation et, conséquemment, souverains propriétaires du titanesque groupe politique et financier nommé l'État ; un groupe financier qui a la capacité de tirer des recettes souveraines, fiscales et non fiscales, de la part de tous les agents économiques sous sa juridiction, comme s'ils étaient, tels qu'ils le sont tous, ses filiales, disons ses contribuables. Contribuables de l'État, celui-ci

joyau de famille républicaine du peuple souverain. Et cela change tout, profondément tout, par rapport à la pauvreté des citoyens, si l'on traitait la question aux canons de la finance. Les citoyens ne sont pas pauvres, puisqu'ils ont l'État comme joyau de famille ; ils ne sont que floués, ce qui est clair aux canons de la finance, et particulièrement de l'infini-tique inclusive. Comme nous le verrons.

En environnement capitaliste, la démocratie n'est pas un système politique banal, mais un système politique qui transforme ex nihilo les citoyens ordinaires en souverains politiques qui deviennent, en conséquence, sur le plan économique, ipso facto, les seuls propriétaires légitimes de l'État et de ses ressources. Dans ce contexte, devenus souverains propriétaires de l'État, les citoyens ordinaires cessent d'être foncièrement pauvres, mais deviennent seulement floués, en l'absence d'effets financiers attachés à leur nouveau statut de souverains politiques et de souverains propriétaires légitimes de l'État. Les parlementaires et les hommes d'État sont payés (en revenus et en dotations financières) ; ce serait injuste s'ils ne l'étaient pas ; c'est à leur mérite. Or, ils ne sont que les serviteurs des souverains primaires. Tout se passe comme si, dans une entreprise privée, ou même publique, on se contentait de payer les managers, autrement dit les serviteurs, sans prévoir dans les comptes de l'entreprise des privilèges financiers pour les actionnaires en tant que légitimes propriétaires. C'est cette situation de souveraineté et de propriété sans effets financiers pour les souverains citoyens qui fait que les souverains propriétaires de l'État sont floués, ce que la finance, utilisée comme opérateur de changement social, mieux, comme opérateur de réparation politique et sociale, peut permettre de corriger, si la société en accepte les termes de référence et s'intéresse aux propositions comme celles que nous mettons sur la table des réformateurs.

La pauvreté et les inégalités extrêmes sont la marque d'une démocratie superficielle, infantile, immature, confisquée, travestie et flouée, placée entre les mains de politiciens – pour la plupart – inconséquents et inconscients de leur rôle au service de la démocratie, autrement dit au service des souverains primaires que sont les citoyens ordinaires. Des politiciens inconscients de leur simple position de managers et de serviteurs de l'État vis-à-vis des souverains actionnaires légitimes que sont les citoyens ordinaires. La démocratie est confisquée, travestie et flouée, car nul ne peut être à la fois souverain, propriétaire d'un groupe financier aussi titanesque que l'État, et demeurer indigent, à moins d'être un souverain mal servi et un propriétaire effectivement floué. Des politiciens et hauts fonctionnaires qui se disent serviteurs ou